EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL DE LA MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Séance du jeudi 18 avril 2024

Madame Martine VASSAL, Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, a ouvert la séance à laquelle ont été présents 166 membres.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Martial ALVAREZ - Daniel AMAR - Sophie AMARANTINIS - Patrick AMICO - Michel AMIEL - Christian AMIRATY - Philippe ARDHUIN - Marion BAREILLE - Sébastien BARLES - Guy BARRET - Marie BATOUX - Nicolas BAZZUCCHI - Laurent BELSOLA - Mireille BENEDETTI - Sabine BERNASCONI - André BERTERO - Eléonore BEZ - Solange BIAGGI - Kayané BIANCO - Corinne BIRGIN - Marylène BONFILLON - Béatrice BONFILLON-CHIAVASSA - Sarah BOUALEM - Jacques BOUDON - Michel BOULAN - Valérie BOYER - Romain BRUMENT - Romain BUCHAUT - Christian BURLE - Sophie CAMARD - Isabelle CAMPAGNOLA-SAVON - Emilie CANNONE - Laure-Agnès CARADEC - René-Francis CARPENTIER - Martin CARVALHO - Eric CASADO - Roland CAZZOLA - Jean-Pierre CESARO - Mathilde CHABOCHE - Saphia CHAHID - Gaby CHARROUX - Jean-David CIOT - Jean-Marc COPPOLA - Jean-François CORNO - Jean-Jacques COULOMB - Georges CRISTIANI - Lionel DE CALA - Bernard DEFLESSELLES - Marc DEL GRAZIA - Alexandre DORIOLE - Cédric DUDIEUZERE - Monique FARKAS - Marc FERAUD - Claude FERCHAT - Stéphanie FERNANDEZ - Olivia FORTIN - Gérard FRAU - Lydia FRENTZEL - Loïc GACHON - Daniel GAGNON - David GALTIER - Chantal GARCIA - Eric GARCIN - Gerard GAZAY - Hélène GENTE-CEAGLIO - Jacky GERARD - Samia GHALI - Patrick GHIGONETTO - Roland GIBERTI - Bruno GILLES - Philippe GINOUX - Jean-Pierre GIORGI - Magali GIOVANNANGELI - Vincent GOYET - Philippe GRANGE - Hervé GRANIER - Sophie GRECH - Patrick GRIMALDI - Jean-Christophe GRUVEL - Frédéric GUELLE - Sophie GUERARD - Roger GUICHARD - Claudie HUBERT - Pierre HUGUET - Michel ILLAC - Nicolas ISNARD - Hatab JELASSI - Nicole JOULIA - Cédric JOUVE - Christine JUSTE - Arnaud KELLER - Didier KHELFA - Philippe KLEIN - Pierre-Olivier KOUBI-FLOTTE - Anthony KREHMEIER - Pierre LAGET - Philippe LEANDRI - Nathalie LEFEBVRE - Gisèle LELOUIS - Pierre LEMERY - Jessie LINTON - Camélia MAKHLOUFI - Richard MALLIE - Bernard MARANDAT - Maxime MARCHAND - Régis MARTIN - Marie MARTINOD - Sandrine MAUREL - Caroline MAURIN - Hervé MENCHON - Danielle MENET - Arnaud MERCIER - Yves MESNARD - Marie MICHAUD - Danielle MILON - Véronique MIQUELLE - Férouz MOKHTARI - André MOLINO - Pascal MONTECOT - Claudie MORA - José MORALES - Pascale MORBELLI - Roland MOUREN - Lisette NARDUCCI - Yannick OHANESSIAN - Grégory PANAGOUDIS - Patrick PAPPALARDO - Didier PARAKIAN - Roger PELLENC - Christian PELLICANI - Marc PENA - Serge PEROTTINO - Philippe PIGNON - Catherine PILA - Patrick PIN - Henri PONS - Fabrice POUSSARDIN - Véronique PRADEL - Perrine PRIGENT - Marine PUSTORINO-DURAND - René RAIMONDI - Didier REAULT - Dona RICHARD - Jean-Baptiste RIVOALLAN - Pauline ROSSELL - Alain ROUSSET - Isabelle ROVARINO - Laure ROVERA - Michel RUIZ - Franck SANTOS - Jean-Yves SAYAG - Eric SEMERDJIAN - Laurence SEMERDJIAN - Jean-Pierre SERRUS - Jean-Marc SIGNES - Laurent SIMON - Gilbert SPINELLI - Françoise TERME - Nathalie TESSIER - Marcel TOUATI - Martine VASSAL - Amapola VENTRON - Frédéric VIGOUROUX - Jean-Louis VINCENT - Ulrike WIRMINGHAUS - David YTIER.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Julie ARIAS représentée par Vincent GOYET - Gérard AZIBI représenté par Jessie LINTON - Moussa BENKACI représenté par Marc FERAUD - Nassera BENMARNIA représentée par Pauline ROSSELL - François BERNARDINI représenté par Eric CASADO - Julien BERTEI représenté par Romain BRUMENT - Linda BOUCHICHA représentée par Nathalie LEFEBVRE - Nadia BOULAINSEUR représentée par Gilbert SPINELLI - Joël CANICAVE représentée par Olivia FORTIN - Martine CESARI représentée par Romain BUCHAUT - Philippe CHARRIN représenté par Daniel GAGNON - Pascal CHAUVIN représenté par Christian BURLE - Marie-Ange CONTE

représentée par Roger PELLENC - Frédéric CORNAIRE représenté par Philippe LEANDRI - Anne-Marie D'ESTIENNES D'ORVES représentée par Claude FERCHAT - Christian DELAVET représenté par André BERTERO - Vincent DESVIGNES représenté par Eric GARCIN - Sylvaine DI CARO représentée par Jacques BOUDON - Olivier FREGEAC représenté par Arnaud MERCIER - Audrey GARINO représentée par Jean-Marc COPPOLA - Frédéric GIBELOT représenté par Michel RUIZ - Jean-Pascal GOURNES représenté par Jean-Jacques COULOMB - Yannick GUERIN représenté par Didier KHELFA - Frédéric GUINIERI représenté par Béatrice BONFILLON-CHIAVASSA - Prune HELFTER-NOAH représentée par Nathalie TESSIER - Sophie JOISSAINS représentée par Jean-Christophe GRUVEL - Vincent KORNPROBST représenté par Perrine PRIGENT - Vincent LANGUILLE représenté par Georges CRISTIANI - Éric LE DISSES représenté par Véronique PRADEL - Remi MARCENGO représenté par Bernard DEFLESSELLES - Eric MERY représenté par Jean-Marc SIGNES - Lourdes MOUNIEN représentée par Eric SEMERDJIAN - Christian NERVI représenté par Philippe GINOUX - Anne-Laurence PETEL représentée par Philippe KLEIN - Jocelyne POMMIER représentée par Grégory PANAGOUDIS - Bernard RAMOND représenté par Hélène GENTE-CEAGLIO - Anne REYBAUD représentée par Franck SANTOS - Maryse RODDE représentée par Frédéric VIGOUROUX - Georges ROSSO représenté par André MOLINO - Michel ROUX représenté par Amapola VENTRON - Michèle RUBIROLA représentée par Pierre HUGUET - Florian SALAZAR-MARTIN représenté par Gaby CHARROUX - Valérie SANNA représentée par Hervé GRANIER - Marie-Pierre SICARD-DESNUELLE représentée par Kayané BIANCO - Aïcha SIF représentée par Laure ROVERA - Francis TAULAN représenté par Stéphanie FERNANDEZ - Anne VIAL représentée par Dona RICHARD - Yves WIGT représenté par Guy BARRET - Karima ZERKANI-RAYNAL représentée par Jean-Louis VINCENT.

Etaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :

Sophie ARRIGHI - Mireille BALLETTI - Doudja BOUKRINE - Emmanuelle CHARAFE - Lyece CHOULAK - Robert DAGORNE - Bernard DESTROST - Agnès FRESCHEL - Stéphanie GRECO DE CONINGH - Sébastien JIBRAYEL - Michel LAN - Stéphane LE RUDULIER - Anne MEILHAC - Yves MORAINÉ - Frank OHANESSIAN - Benoît PAYAN - Claude PICCIRILLO - Stéphane RAVIER - Denis ROSSI - Lionel ROYER-PERREAUT - Monique SLISSA - Marie-France SOURD GULINO - Etienne TABBAGH - Guy TEISSIER - Catherine VESTIEU.

Etaient présents et représentés en cours de séance Mesdames et Messieurs :

Solange BIAGGI représentée à 14h45 par David GALTIER – Daniel GAGNON représenté à 15h00 par Roland GIBERTI – Eric CASADO représenté à 15h28 par Patrick GRIMALDI – Nicole JOULIA représentée à 15h40 par Claudie MORA – Françoise TERME représentée à 15h47 par Nicolas ISNARD.

Etaient présents et excusés en cours de séance Mesdames et Messieurs :

Laurent BELSOLA à 15h11 – Anthony KREHMEIER à 15h23 – René RAIMONDI à 15h28 – Monique FARKAS à 15h45 – Sophie GRECH à 15h45 – Samia GHALI à 15h47 – Jean Marc SIGNES à 15h48 – Pierre LEMERY à 15h50 – Philippe GINOUX à 16h00 – Olivia FORTIN à 16h00 – Chantal GARCIA à 16h00 - Marie BATOUX à 16h00 – Gérard FRAU à 16h03 – Sophie GUERARD à 16h06 – René-Francis CARPENTIER à 16h09 – Marylène BONFILLON à 16h11.

Madame la Présidente a proposé au Conseil de la Métropole d'accepter les conclusions exposées ci-après et de les convertir en délibération.

AGRI-002-16063/24/CM

■ Approbation du principe de renouvellement du co-pilotage du Projet Alimentaire Territorial entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Pôle d'Equilibre Territorial et Rural du Pays d'Arles sur la période 2024-2028
89417

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La crise sanitaire de 2020 ou encore les effets de plus en plus visibles du changement climatique rappellent régulièrement avec force les enjeux de résilience du système alimentaire territorial.

Pourtant, depuis plusieurs décennies, les surfaces agricoles et le nombre d'agriculteurs ne cessent de diminuer. L'observatoire de la formation des prix et des marges issues de la loi EGALIM indique que sur 100 € de dépenses alimentaires, seuls 8,20 € vont aux producteurs.

Aujourd'hui, un agriculteur se suicide tous les deux jours en France (Santé publique France, 2016). Pressurisés par l'augmentation des charges, les difficultés de débouchés liés à la concurrence européenne et mondiale et une réglementation de plus en plus complexe liée aux enjeux environnementaux et de santé, les exploitants ont manifesté leur colère lors des événements du début d'année 2024.

Les réponses à cette crise du système alimentaire et sa nécessaire transition vers un modèle plus rémunérateur pour les producteurs, moins impactant pour la santé des agriculteurs et celle des consommateurs, adapté au changement climatique et à faible empreinte environnementale sont nécessairement de long terme et impliqueront différentes échelles : européenne, nationale et territoriale. Chaque échelon devant prendre la responsabilité d'agir à son échelle et en synergie.

Consciente de ces enjeux, la Métropole mène une politique agricole et alimentaire ambitieuse qui s'inscrit dans le Projet Alimentaire Territorial (PAT) co-piloté avec le Pôle d'Equilibre Territorial et Rural du Pays d'Arles (PETR du Pays d'Arles) depuis 2016. C'est un projet sur le long terme, nécessitant l'engagement de l'ensemble des acteurs afin de « faire système » et réussir la transition du territoire à l'échelle départementale.

Prévus dans la loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt du 13 octobre 2014 (Art 39), les projets alimentaires territoriaux sont des outils au service des collectivités pour impulser la transition du système alimentaire.

L'ambition collective est d'accompagner le territoire vers l'agriculture et l'alimentation de demain : locale, durable, équitable, de qualité, innovante et accessible au plus grand nombre. Le PAT veut permettre aux consommateurs de se réapproprier leur alimentation (son origine, ses modes de production, la répartition des marges, etc.) et par ce vecteur soutenir l'agriculture du territoire. Il s'agit notamment de reconnecter les habitants avec une agriculture locale, durable et nourricière, gage d'une meilleure résilience.

I - Un grand territoire de projets réunissant tous les atouts pour relever le défi alimentaire :

Le territoire couvert par les deux établissements publics, soit 121 communes et plus de 2 millions d'habitants, confirme être l'échelle d'action pertinente au regard des bassins de consommation et de production agricole qu'ils constituent. Ils sont tout à fait complémentaires, la Métropole représentant 92% des habitants et 40% des surfaces agricoles et le PETR du Pays d'Arles 8% de la population et 60% des surfaces.

En outre, le territoire possède de nombreux atouts pour soutenir une politique agricole et alimentaire ambitieuse :

- 1/3 de la superficie du territoire est agricole ;
- Le territoire compte 4 000 exploitations : 11 000 ETP (équivalent temps plein) directs, dont 7 200 permanents et 3 800 saisonniers.
- Il est dans les 5 premiers territoires bio de France (40% des surfaces cultivées en bio ou en cours de conversion contre 10% au niveau national).
- 1^{er} producteur français de tomates, salades, courgettes, pêches et nectarines, poires, olives et riz.
- Une forte concentration de signes de qualité diversifiés (AOP, IGP, Labels rouge...) avec 31 produits reconnus pour leur grande qualité et leur origine territoriale dont 14 viticoles et 17 agricoles.
- Un menu local complet caractéristique du régime méditerranéen : viande, produits de la mer, légumes, fruits, céréales, huile d'olive, fromages, miel, vins, bières...
- Un maillage dense de plateformes alimentaires : dont deux Marchés d'intérêt National-MIN (Marché Marseille Méditerranée et Chateaufort-Provence, un marché de demi gros en circuits courts à Saint-Etienne-du-Grès).
- Un maillage de marchés de plein vent dont les 2 halles de Terres de Provence de vente directe en demi gros en circuit court et une troisième en projet portés par la Métropole.
- De nombreuses filières organisées avec la présence de nombreuses industries agro-alimentaires.
- Une agriculture qui contribue aux écosystèmes et à la biodiversité, qui façonne les paysages méditerranéens. De nombreux espaces protégés et une présence forte de Parcs naturels qui couvrent 70% du Pays d'Arles tandis que la Métropole est couverte à 50 % d'espaces naturels.
- L'agriculture représente un potentiel majeur en termes de transition écologique et énergétique (matériaux bio-sourcés, production d'énergie renouvelable...) et plus largement en termes d'économie circulaire.
- De nombreux événements liés au patrimoine agricole et gastronomique, mais aussi culturels, sportifs, internationaux qui contribuent à l'attractivité d'un territoire qui accueille chaque année plusieurs millions de touristes.
- Un secteur agricole et alimentaire déjà engagé dans l'innovation, et notamment dans les pratiques agricoles, les outils connectés, l'adaptation aux nouveaux modes de consommation alimentaire.

Le territoire doit aussi faire face à des défis importants :

- Forte réduction des surfaces agricoles disponibles et cultivées, difficulté d'accès au foncier agricole pour les porteurs de projet (pression foncière).
- La population des chefs d'exploitation peine à se renouveler, le nombre d'exploitations diminue (-20% en 10 ans), le revenu de nombreux producteurs est insuffisant.
- Impacts croissants du changement climatique et tensions sur la ressource en eau.
- L'essentiel de la production locale est expédié hors du territoire dont plus de 90% des fruits et légumes et l'essentiel des produits alimentaires consommés (90%) par les habitants du territoire est importé (chambre d'agriculture 13, 2014)
- Problèmes croissants de santé publique (obésité, maladie cardio vasculaire...) liés à une mauvaise alimentation notamment auprès des populations les plus précaires et chez les enfants.

C'est pourquoi les élus de la Métropole et du PETR ont décidé dès 2016 de mettre en place un Projet alimentaire territorial qui porte deux ambitions majeures :

- Permettre aux producteurs de mieux vivre de leur activité tout en prenant en compte les enjeux du développement durable.
- Permettre aux consommateurs du territoire d'accéder davantage aux produits locaux de qualité.

II – La gouvernance du PAT articulée autour de 2 co-pilotes : la Métropole et le PETR du Pays d'Arles :

L'élaboration et la mise en œuvre du PAT sont co-pilotés par la Métropole et le PETR du Pays d'Arles, soutenus dès le démarrage par le Département des Bouches-du-Rhône, la Région Sud, l'Etat et la Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône.

Le travail partenarial entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le PETR du Pays d'Arles, formalisé par deux conventions triennales pour les périodes 2017-2020 puis 2021-2024, a permis de créer une dynamique territoriale associant les acteurs du système alimentaire.

La gouvernance est composée de trois instances :

- Le comité de pilotage : instance de pilotage co-présidée par la Métropole et le PETR, composé de représentants des différentes institutions financeurs ou concernées par le projet : collectivités, consulaires, conseils de développement, administrations, etc.
- Le comité technique composé des co-pilotes et élargi ponctuellement sur invitation aux partenaires (Conseil départemental 13, Région Sud, DRAAF PACA, ADEME, Chambre d'agriculture 13, etc.).
- Le conseil consultatif alimentaire composé de tous les acteurs et partenaires qui ont participé à l'élaboration de la feuille de route au travers des ateliers, de contributions écrites, de participations aux actions, etc.

III – Une stratégie et une feuille de route élaborées collectivement par l'essentiel des acteurs de la filière :

Lancé par les élus en 2018, la dynamique collective du PAT a permis, en 3 ans, d'aboutir à une feuille de route co-construite et validée par un grand nombre d'acteurs. Cette dynamique s'est articulée en trois temps, associant près de 600 contributeurs publics et privés : la réalisation d'un diagnostic alimentaire du territoire permettant d'identifier les enjeux prioritaires, la définition d'une stratégie et l'élaboration d'une première feuille de route 2021-2024 du PAT. Cette feuille de route 2021-2024 a été votée lors du Conseil de la Métropole du 15 avril 2021. Elle se déclinait en 25 actions autour de 5 axes stratégiques.

Le travail engagé a permis d'obtenir par le Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation une labellisation de niveau 2 pour le PAT à l'échelle des Bouches-du-Rhône en mai 2021. Ce niveau de reconnaissance, le plus élevé, ne concerne que 10% des 400 PAT existant en France, il récompense une vision systémique, un travail de concertation et une opérationnalité de la démarche.

IV – Un bilan positif de la feuille de route 2021-2024 :

Plusieurs points forts se sont dégagés lors de cette première phase opérationnelle du PAT 2021-2024. Le PAT a joué un rôle fort de rassemblement des acteurs, il est d'ailleurs une référence pour les financeurs (Région SUD, Conseil Départemental 13, ADEME, etc.) puisque ces derniers renvoient systématiquement les porteurs de projet vers les co-pilotes du PAT si ces derniers ne sont pas associés aux projets.

Le PAT agit ainsi comme un « gage » de qualité des projets pour ces financeurs. De plus, le PAT a permis un rayonnement du territoire. En effet, à de nombreuses reprises, les réussites de ce PAT ont été mises en avant à l'échelle nationale, sur le site du ministère lors de la crise COVID (distribution de 30 000 paniers solidaires), en plénière devant plus de 800 personnes lors des assises territoriales de l'agroécologie à Nantes, devant un ensemble de chercheurs nationaux lors des colloques de Cerisy, dans les réseaux national et régional des PAT, etc. Enfin, le PAT est un exemple réussi de collaboration entre deux territoires, un PETR et une métropole, illustré particulièrement par l'axe Restauration collective durable.

En effet, France Relance a permis de financer à hauteur de 80% sur la période 2021-2024 un agent à plein temps partagé entre les deux collectivités ainsi que 130 jours d'Assistance à maîtrise d'ouvrage pour accompagner les 121 communes du territoire du PAT vers une restauration collective plus durable.

Sur la période 2021-2024, de nombreuses actions ont été réalisées. Elles ont été, soit portées directement par les co-pilotes (Métropole et PETR du Pays d'Arles), soit fait l'objet de financements auprès de partenaires soit d'accompagnement en ingénierie technique par les co-pilotes.

Quelques exemples d'actions réalisées :

1. Préserver la capacité productive agricole du territoire : La Métropole a accompagné 16 agriculteurs à l'installation et porte actuellement 5 projets d'installation sur 10 ha. Elle a permis la reconquête de 62 ha friches agricoles en zone DFCI. Le PETR réalise des portraits agricoles et alimentaires pour les 29 communes du Pays d'Arles (AUPA SAFER), a participé à un projet oléicole avec la Foncière Terre Adonis. D'autres actions : déploiement d'espaces-test agricoles (Pertuis et Eyragues), accompagnement de la création de Zones Agricoles Protégées (ZAP près d'une vingtaine en projet), intégration des enjeux agricoles et alimentaire dans les SCOT...
2. Développer les débouchés locaux dans différents circuits : La Métropole met en place les halles de producteurs de Plan de Campagne et de Marseille la Barrasse représentant 110 000 visiteurs par an et 3 500 000 € de chiffre d'affaires annuel. Elle déploie d'autres points de vente directs (Krypton à Aix-en-Provence ou en accompagnement d'agriculteurs de Berre l'Etang sur la route D113). La Métropole et le PETR financent avec d'autres partenaires le Salon des Agricultures de Provence qui est un temps fort annuel du territoire réunissant plus de 60 000 personnes. Le PETR a financé et accompagné un collectif de 2.000 producteurs sous signe de qualité AOP IGP (Entre « Alpilles Crau Camargue »), la SICA Abattoirs de Tarascon ainsi que le projet Mon Maraicher Provençal (8 jeunes agriculteurs producteurs BIO HVE du Pays d'Arles) ou encore de La Courte Echelle pour développer le marché de la restauration collective et les détaillants. D'autres actions : fléchage de financements nationaux dédiés aux PAT vers le Lycée agricole de St Rémy pour un atelier de transformation locale, cartographie de 9 filières végétales du territoire...
3. Accompagner la transition vers une agriculture et des filières plus durables : les deux co-pilotes ont financé des diagnostics des services agroécologiques pour la plantation de haies, de bandes enherbées, etc. sur 82 exploitations (68 km de plantations programmées). La métropole et la CC Vallée des Baux Alpilles ont mis en place des pilotes innovants sur la réutilisation des eaux usées de ses stations d'épuration. Le PETR a permis l'essaimage de pratiques agroécologiques auprès de 4 filières du Pays d'Arles. D'autres actions : soutien au référencement des productions brutes et transformées BIO dans les plateformes, réalisation d'études sur les services écosystémiques (CEREMA) et pour la création d'un Fonds carbone local, soutien de projets expérimentaux en lien avec les bio déchets : écodigesteurs, collecte...
4. Accompagner la restauration collective du territoire vers le local et durable : un agent commun aux deux co-pilotes a animé le réseau « Nos Cantines Durables » mettant en œuvre des formations (approvisionnement local, diminution du gaspillage, etc.) pour les élus et agents en charge de restaurations collectives : 38 évènements, 750 participants élus et agents de collectivités, 60 collectivités ont participé au réseau. Mise en œuvre d'un appel à projets « Nos Cantines Durables » avec mise à disposition d'une AMO pour les communes (26 communes lauréates), organisation de groupements de commandes de denrées et de matériel sur Arles, Saint-Rémy-de-Provence et Terre de Provence agglomération. D'autres actions : organisation de forums fournisseurs locaux/acheteurs, réalisation de guides (gaspillage, fournisseurs locaux, sensibilisation, etc.) ...

5. Permettre l'accès pour tous à une alimentation locale et de qualité : Les deux co-pilotes ont distribué plus de 30.000 paniers de produits locaux pendant le confinement en soutien avec les producteurs ayant moins de débouchés et les personnes en situation de précarité en partenariat avec les communes et les associations d'aide alimentaire, ils financent le développement des groupements d'achats en quartier prioritaire (VRAC – Vers un Réseau d'Achat en Commun) ou encore le développement d'épiceries sociales. D'autres actions : financement des paniers solidaires dans les AMAP, la sensibilisation, don agricole pour l'aide alimentaire (SOLAAL)... Ces différentes actions représentent plus de 4.000 personnes accompagnées par an
6. Animer le territoire et valoriser les actions : Les deux co-pilotes ont mis en œuvre une Charte des communes engagées pour l'alimentation durable avec un plan d'action personnalisé et l'accès à une boîte à outils (24 communes signataires), ils ont mis en place l'évaluation des actions ainsi qu'un plan de communication « Cultivons le bien manger en Provence ». La Métropole ou le PETR sont régulièrement invités pour valoriser le territoire à l'échelle nationale (Salon International de l'Agriculture à Paris, Assises territoriales de l'agroécologie, Réseau national des PAT, etc.).

Malgré ces points forts, de nombreux défis restent à relever. L'objectif est désormais d'amener un changement d'échelle dans le recours aux circuits de proximité par les agriculteurs et ainsi massifier la consommation des produits locaux par les habitants du territoire. Il sera nécessaire également de permettre à l'ensemble des acteurs professionnels du système alimentaire (agriculteurs, grossistes, transformateurs, distributeurs, associations, etc.) d'être davantage représentés dans le PAT et de s'engager collectivement et activement dans la transition.

V – Consolider et amplifier l'action pour une agriculture et une alimentation durable et locale pour tous sur la nouvelle période triennale de 2024 à 2028 :

Fort de ces succès et avec les perspectives de renforcement de l'action, la Métropole et le Pays d'Arles souhaitent continuer leur travail partenarial en capitalisant l'expérience acquise afin de contribuer encore davantage à la souveraineté et la résilience alimentaire du territoire. La Métropole et le PETR mèneront sur la période 2024-2028, de nombreuses actions fortes autour de 3 axes prioritaires : la préservation des capacités productives agricoles, le développement des débouchés locaux et l'accompagnement de la transition du système alimentaire.

Les actions développées seront ciblées afin d'avoir le plus d'impact notamment au regard des compétences des co-pilotes et de la cohérence avec les dispositifs déjà existants (politique agricole du Conseil Départemental, de la Région Sud, de la Chambre d'Agriculture, etc.). Ce travail s'inscrira dans une feuille de route portant sur les années 2024 à 2028 :

- Préserver la capacité productive agricole du territoire : Pérennisation de la ressource en eau agricole, renouvellement des générations : installation d'agriculteurs, reconquête des friches agricoles et développement des Zones Agricoles Protégées...
- Développer les débouchés locaux pour les agriculteurs avec une juste rémunération : Développement des circuits courts (halles de producteurs, magasins de producteurs, etc.), accompagnement de la restauration collective et notamment scolaire à s'approvisionner en produits locaux, évolution du Marché d'intérêt national (MIN) Marseille Méditerranée, modernisation du MIN de Chateaufort-Provence et déploiement de l'Actium, mobilisation des différents circuits de distribution, et logistiques etc.
- Accompagner la transition du système alimentaire : Favoriser l'accessibilité pour tous à une alimentation locale et de qualité, adaptation au changement climatique, développement de l'agroécologie et des filières durables.

Les modalités techniques et financières de ce partenariat seront fixées par des contrats de coopérations spécifiques entre la Métropole et le PETR du Pays d'Arles si besoin (animation, mission RHD, etc.).

En complément, la Métropole ou le PETR du Pays d'Arles pourront réaliser chacun des actions spécifiques à leur territoire en maîtrise d'ouvrage directe ou au travers de financements afin de contribuer aux enjeux communs identifiés du PAT. Des actions partenariales pourront également être mise en œuvre comme sur la restauration collective, ces actions seront cadrées par des contrats spécifiques. Les actions pourront être enrichies au travers d'ateliers avec les acteurs locaux du système alimentaire dans le cadre de l'animation du PAT.

L'ensemble de ces éléments soulignent l'importance pour le PAT d'animer cette politique agricole et alimentaire qui fait projet de territoire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt introduisant la notion de projets alimentaires territoriaux ;
- La délibération n° ENV 003-1134/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 approuvant le principe de l'élaboration d'un projet alimentaire territorial à l'échelle du département des Bouches-du-Rhône ;
- La délibération n° ENV 001-1132/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 approuvant les modalités et principes de l'élaboration de Plan Climat Air Energie métropolitain ;
- La délibération n° ECO 001-1775/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant l'Agenda du Développement Economique Métropolitain ;
- La délibération n° FAG 057-4109/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 approuvant le document « Ambition 2040 : 12 engagements pour une métropole à vivre » ;
- La délibération n° ENV 001-5209/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 prenant acte de la présentation du rapport relatif à l'Agenda Environnemental de la Métropole Aix-Marseille-Provence et du Département des Bouches-du-Rhône ;
- La délibération n° AGRI 005-9906/21/CM du Conseil de la Métropole du 15 avril 2021 approuvant la feuille de route 2021-2024 du Projet Alimentaire Territorial de la Métropole Aix-Marseille-Provence et du Pôle d'Equilibre Territorial et Rural du Pays d'Arles et renouvellement de la convention de co-pilotage.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'enjeu alimentaire est un des axes prioritaires de la politique publique métropolitaine et devient ainsi un axe intégrateur et structurant de mise en cohérence des politiques sectorielles sur le territoire : les politiques foncières et d'urbanisme, économiques, sociales, sociétales, environnementales, de santé publique, etc ;
- La pertinence et le caractère remarquable au plan national du périmètre géographique et démographique du projet, à la fois urbain et rural, s'appuyant sur un bassin de consommation et un bassin de productions spécialisées, diversifiées et de qualité ;

- La volonté politique affirmée et la forte mobilisation d'un très grand nombre d'acteurs publics et privés, engagés dans la démarche, pour répondre aux besoins actuels et futurs de la population ;
- La richesse et la diversité des actions portées par les communes et les territoires depuis de nombreuses années.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le principe de renouvellement d'un co-pilotage du Projet Alimentaire Territorial (PAT) sur la période 2024-2028 entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Pôle d'Equilibre Territorial et Rural du Pays d'Arles.

Article 2 :

La Métropole est désignée comme le porteur du Projet Alimentaire Territorial, le Pays d'Arles est le co-pilote.

Article 3 :

Leurs missions conjointes sont :

- Conduire la mise en œuvre du Projet alimentaire territorial :
 - Animer la nouvelle concertation autour du plan d'action 2024-2028, élaborer le calendrier de mise en œuvre, les cahiers de charges des prestataires, les budgets, les outils de « reporting », les stratégies et outils de communication, réaliser le suivi d'exécution des actions définis conjointement.
 - Mettre en œuvre le plan d'action et formaliser les partenariats.
 - Animer les instances de gouvernance et d'échanges avec les acteurs.
- Assurer une représentation politique du PAT en lien avec les instances de gouvernance auprès des partenaires institutionnels et des financeurs.
- Fixer les modalités techniques et financières de ce partenariat dans des contrats spécifiques si besoin.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à engager toutes les démarches nécessaires et au renouvellement de la labellisation de niveau 2 du Projet Alimentaire Territorial auprès de l'Etat.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Certifié Conforme,
Le Vice-Président Délégué,
Agriculture,
Viticulture et Ruralité,
Alimentation et Circuits Courts

Christian BURLE